



ASSEMBLÉE NATIONALE

9ème législature

Arménie

Question écrite n° 66190

Texte de la question

M Francisque Perrut appelle tout particulièrement l'attention de M le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, sur la situation dramatique que vit l'Arménie, menacée d'asphyxie en raison du blocus et de la guerre qui y sevit depuis quatre ans. Il tient à lui faire part de son indignation face à ce conflit où l'Azerbaïdjan viole sans vergogne toutes les règles internationales en massacrant des populations civiles et en faisant obstacle également à toute négociation en vue d'un cessez-le-feu. Il lui demande donc de lui faire connaître l'initiative diplomatique qu'il envisage de prendre auprès des instances européennes et de l'ONU afin que des sanctions internationales puissent être adoptées pour mettre fin à cette menace de génocide.

Texte de la réponse

Reponse. - Le Gouvernement français suit avec une profonde préoccupation la difficile situation de l'Arménie, sur laquelle l'honorable parlementaire souhaite appeler l'attention du ministre d'Etat. Des liens d'amitié traditionnelle nous unissent à ce pays, dont le sort nous touche tout spécialement, à la mesure des relations particulières qui se sont tissées depuis des siècles entre les peuples français et arménien. Le Président de la République a répondu lui-même, dès le lendemain, à l'appel lancé le 7 décembre par le Président Ter Petrossian, en l'assurant de la sympathie et de la sollicitude de la France dans la nouvelle épreuve que traverse l'Arménie. Une aide humanitaire sera donc accordée à l'Arménie pour lui permettre d'affronter les rigueurs de l'hiver. Un état des besoins en carburant, en vêtements, en denrées alimentaires et en médicaments nous a été adressé par l'intermédiaire de notre ambassade à Erevan. Des mesures pour les satisfaire sont à l'étude et devraient être prises très prochainement. Il convient toutefois de souligner, avec l'honorable parlementaire, que la question du blocus de l'Arménie relève essentiellement d'un traitement politique. C'est pourquoi le Président de la République l'a évoquée lors de sa visite privée en Turquie, à la fin du mois de décembre, avec MM Ozal et Demirel. Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a adressé une lettre, dans un sens identique, à son homologue turc, pour lui demander son appui. Nous avons demandé à nos partenaires de la Communauté de s'associer à notre démarche. Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, est intervenu auprès de M Chevardnadze et des ministres des affaires étrangères d'Ouzbékistan et de Turkménistan pour souligner le prix que nous attachons au rétablissement des livraisons d'énergie à l'Arménie. Un courrier a aussi été adressé par le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, au ministre des affaires étrangères d'Azerbaïdjan pour lui faire connaître notre souhait de voir les livraisons d'aide humanitaire destinées à l'Arménie pouvoir transiter librement par son pays, dans l'esprit de ses engagements internationaux. Certaines de ces interventions ont permis d'enregistrer d'ores et déjà des résultats concrets, comme auprès de l'Ouzbékistan, pour les livraisons de gaz. Le gouvernement d'Azerbaïdjan a fait connaître au ministre d'Etat son accord, suite à sa démarche, pour le libre-passage de l'aide humanitaire vers l'Arménie. Ces acquis demeurent toutefois fragiles et limités, faute d'un règlement politique d'ensemble. À la mi-décembre, la conférence des ministres des affaires étrangères de la CSCE a renouvelé son soutien au projet de conférence internationale proposée par la France au début de l'année. Les États-Unis, la Russie, la Turquie, l'Arménie, les autorités arméniennes du Haut-Karabakh, et même l'Azerbaïdjan ont fait connaître leur appui pour résoudre cette crise dans le cadre que nous avons proposé.

Reste a engager un dialogue difficile, a trouver la voie des concessions reciproques, c'est-a-dire a commencer reellement des negociations. La France est resolue a appuyer, comme elle l'a toujours fait, le president designe de la future conference, M Mario Raffaelli, qui entreprend aujourd'hui de relancer le dialogue entre les autorites d'Erevan, de Stepanakert et de Bakou. L'organisation des Nations unies apporte, elle aussi, son soutien a l'effort entrepris dans le cadre de la CSCE. Notre pays reste resolu a apporter, au premier rang, sa contribution a l'effort pour restaurer la paix dans cette region.

Données clés

Auteur : [M. Perrut Francisque](#)

Circonscription : - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 66190

Rubrique : Politique exterieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 11 janvier 1993, page 98